Le voisinage, opportunité et risque

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Arrière-pays, marché et source de clientèle

L'Indonésie et la Malaisie abritent certaines des classes moyennes les plus nombreuses et à la croissance la plus rapide d'Asie. Pour Singapour, elles sont à la fois un arrière-pays, un marché et une source de clientèle. Elles fournissent les opérations que financent les banques de Singapour, les sociétés qui se cotent à la SGX (la bourse de Singapour) ou lèvent des capitaux privés à Singapour, les matières premières que traitent les négociants singapouriens et la fortune qu'investissent les gestionnaires de Singapour. Leur croissance explique une grande partie du succès de Singapour comme siège régional, qu'examine le chapitre I.I. Les voisins dépendent à leur tour de Singapour pour les capitaux, les services et l'accès aux marchés mondiaux, même s'ils s'efforcent de plus en plus de bâtir leurs propres places financières, de Jakarta à Kuala Lumpur en passant par les zones du Johor et des îles Riau.

Cette dépendance mutuelle a une dimension politique. Chaque succès de Singapour dans l'attraction de la fortune régionale peut être présenté à Jakarta ou à Kuala Lumpur comme une perte pour l'économie nationale. Les gouvernements de Singapour ont donc entretenu ces relations avec soin, par des retraites annuelles des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

dirigeants (Leaders' Retreats), des comités ministériels conjoints et des projets de coopération tels que les zones décrites ci-dessus. La place financière profite de cette diplomatie sans pouvoir s'y substituer.

Le risque politique : contrôle des capitaux et restrictions monétaires

Les politiques économiques des voisins peuvent toucher Singapour directement. L'exemple le plus net remonte à la crise financière asiatique. Le 1er septembre 1998, la Malaisie instaura un contrôle des capitaux, fixa le cours du ringgit et exigea le rapatriement des ringgits détenus à l'étranger.[1] Ces mesures gelèrent aussi la négociation des actions malaisiennes sur le marché de gré à gré de Singapour, le Central Limit Order Book. Des actions d'une valeur d'environ 4,47 milliards de dollars US, détenues par quelque 172 000 investisseurs, singapouriens pour la plupart, furent gelées pour une durée indéterminée.[2] Les investisseurs ne retrouvèrent l'accès à leurs actions que progressivement au cours des années suivantes.[3] L'épisode a appris aux investisseurs singapouriens qu'un droit sur des actifs situés dans un pays voisin n'est jamais plus sûr que la politique de ce voisin.

La politique monétaire est restée une source de frictions. En novembre 2016, Bank Negara Malaysia est intervenue contre la négociation offshore de contrats à terme non livrables sur le ringgit, dont une grande partie avait lieu à Singapour, et a exigé des banques établies en Malaisie qu'elles confirment ne pas participer à ce marché.[4] L'Indonésie restreint elle aussi l'utilisation offshore de la roupie. Pour les banques de Singapour, de telles mesures limitent les produits qu'elles peuvent proposer dans les monnaies de leurs plus grands voisins et imposent un suivi attentif de chaque changement.

La criminalité financière et les voisins

La proximité expose aussi à la corruption et à la criminalité financière des voisins. L'affaire 1MDB, dans laquelle des fonds détournés d'une société d'investissement publique malaisienne ont transité par des banques de Singapour, a entraîné en 2016 la fermeture de deux banques à Singapour et des sanctions contre plusieurs autres.[5]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le chapitre E.VI examine cette affaire. Des affaires de corruption indonésiennes ont impliqué à plusieurs reprises des avoirs ou des personnes à Singapour, problème que le traité d'extradition de 2022 a été négocié pour résoudre. Les personnes politiquement exposées des deux pays comptent parmi les clients à haut risque les plus importants des banques de Singapour. Les règles relatives à la vigilance à l'égard de la clientèle, aux déclarations de transactions suspectes et aux mesures de vigilance renforcées, décrites au chapitre H.III, s'appliquent à elles avec une rigueur particulière.

Les risques vont dans les deux sens. Les autorités malaisiennes et indonésiennes sollicitent de plus en plus de Singapour des informations, des ordonnances de gel et la restitution d'avoirs par la voie de l'entraide judiciaire. La disposition de Singapour à répondre rapidement et à restituer les avoirs aux victimes d'infractions met à l'épreuve sa crédibilité en tant que place financière propre. Le chapitre H.V décrit les instruments de la coopération transfrontalière.

Le risque environnemental : la brume

Un risque plus inhabituel arrive par les airs. Les incendies de forêts et de tourbières à Sumatra et à Kalimantan, souvent allumés pour défricher des terres destinées aux plantations, ont à plusieurs reprises recouvert Singapour d'une brume de fumée (haze). Le 21 juin 2013, l'indice des polluants (Pollutant Standards Index) sur trois heures a atteint le record de 401, bien au-delà du précédent maximum de 226 enregistré lors de la brume de 1997. Singapour a réagi par le Transboundary Haze Pollution Act 2014 (loi sur la pollution transfrontalière par la brume), entré en vigueur le 25 septembre 2014. Il permet d'engager des poursuites contre des sociétés situées à Singapour ou hors de Singapour dont le comportement cause la pollution par la brume à Singapour ou y contribue. En 2015, la National Environment Agency (l'agence nationale de l'environnement) a signifié des notifications juridiques à six sociétés indonésiennes.[6] Depuis septembre 2026, la brume est revenue avec les incendies indonésiens de cette année.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour la place financière, la brume est plus qu'un problème de santé. Les banques de Singapour financent des sociétés de plantation, dont certaines appartiennent à des groupes cotés à Singapour qui possèdent des domaines dans les régions touchées. Les prêts à des sociétés liées à des brûlis illégaux exposent les banques à des risques juridiques, de réputation et climatiques, que traitent les lignes directrices sur la gestion du risque environnemental et le cadre de la finance durable de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière). Le chapitre K.II décrit ces règles. La brume relie ainsi le voisinage au programme de durabilité de la place financière.

Liste de contrôle

- Établir le statut fiscal de chaque client indonésien et malaisien dans son pays d'origine, y compris sa participation à l'amnistie de 2016-2017, au programme de divulgation de 2022 ou aux programmes malaisiens de 2018-2019 et de 2023-2024, et conserver les documents au dossier.
- Partir du principe que les informations sur les comptes sont communiquées chaque année à Jakarta et à Kuala Lumpur au titre de la Norme commune de déclaration (Common Reporting Standard), et concevoir des structures qui restent défendables une fois entièrement divulguées.
- Examiner les structures de détention des investissements indonésiens au regard du critère de l'objet principal (principal purpose test) de la convention fiscale révisée de 2020 et des règles indonésiennes sur les sociétés étrangères contrôlées.
- Vérifier l'exposition politique des clients et des contreparties dans les deux pays, et partir du principe que le traité d'extradition de 2022 et l'entraide judiciaire font de Singapour un refuge inadapté pour le produit d'infractions.
- Pour les investissements dans le Johor ou les îles Riau, vérifier les conditions des incitations, les délais de dépôt des demandes et l'autorité compétente pour chaque zone, et anticiper les changements de politique.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Tenir compte des restrictions monétaires et des restrictions aux flux de capitaux en ringgit et en roupie, y compris de l'expérience de 1998, avant de promettre de la liquidité dans ces monnaies.
- Pour les prêts à des sociétés de plantation, minières et énergétiques des pays voisins, évaluer les risques d'incendie, de déforestation et de brume dans le cadre de la due diligence environnementale.

Notes

1. Mesures malaisiennes de contrôle des changes du 1er septembre 1998, notamment l'arrimage du ringgit à 3,80 RM pour un dollar US, une période de détention de douze mois pour les capitaux de portefeuille et le rapatriement des ringgits détenus à l'étranger ; voir Bank Negara Malaysia, *Annual Report 1998*, et le chapitre D.III du présent ouvrage. ↩
2. Wikipedia, "Bursa Malaysia" (consulté en novembre 2026) : Bursa Malaysia « fully suspended the trading of CLOB (Central Limit Order Book) counters, indefinitely freezing approximately US$4.47 billion worth of shares and affecting 172,000 investors, most of them Singaporeans » (citant *Asia Times*, 2 septembre 2000). ↩
3. Sur la libération progressive des actions CLOB gelées à partir de 2000, voir *Asia Times*, "Chapter 5: Investment in Malaysia", 2 septembre 2000, ainsi que les annonces de Bursa Malaysia et de la SGX de 2000-2002. ↩
4. Sur les mesures prises par Bank Negara Malaysia en novembre 2016 contre le marché offshore des contrats à terme non livrables sur le ringgit et les déclarations exigées en conséquence des banques locales, voir Bank Negara Malaysia, déclarations de novembre et de décembre 2016. ↩
5. Monetary Authority of Singapore, communiqué de presse "MAS directs BSI Bank to shut down in Singapore", 24 mai 2016 (mas.gov.sg) : avis d'intention de retirer à BSI Bank son statut de banque d'affaires (merchant bank), sanctions de 13,3 millions de S$ pour 41 violations de la MAS Notice 1014, six personnes déférées au Public Prosecutor ; MAS, communiqué de presse "MAS

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

directs Falcon Bank to cease operations in Singapore", 11 octobre 2016 : retrait du statut de banque d'affaires de Falcon Private Bank Ltd, Singapore Branch, sanctions de 4,3 millions de S$, ainsi que sanctions de 1 million de S$ contre DBS et de 1,3 million de S$ contre UBS pour violations de la MAS Notice 626. ↩

6. Wikipedia, "Indonesia–Singapore relations" (consulté en novembre 2026) : en juin 2013, la brume issue des défrichements par brûlis en Indonésie a atteint Singapour ; Wikipedia, "2013 Southeast Asian haze" (consulté en novembre 2026) : PSI sur trois heures de 401 à midi le 21 juin 2013, record dépassant le précédent maximum de 226 en 1997 ; Wikipedia, "Indonesia–Singapore relations" : depuis septembre 2026, Singapour souffre de nouveau de la brume due aux feux de forêt indonésiens de 2026 ; Wikipedia, "Transboundary Haze Pollution Act 2014" (consulté en novembre 2026) : adopté le 5 août 2014, entré en vigueur le 25 septembre 2014 ; dirigé contre les « firms or entities in or outside Singapore » dont les activités contribuent à la brume transfrontalière ; en 2015, la National Environment Agency a adressé des notifications juridiques à six entreprises indonésiennes. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.